

[Text]

Mme O'Neil: Je suis un peu pessimiste et j'aurais été très pessimiste, même sans les changements de l'Europe de l'Est. Et ceci, parce qu'on n'a pas vraiment attaqué les problèmes qui existent présentement au sein du Tiers monde.

• 1625

Le problème, aujourd'hui, demeure; il faut garder l'emphase sur le Tiers monde, ne pas l'oublier mais continuer à augmenter non seulement notre assistance technique ou notre aide comme telle, mais aussi de faire quelque chose de plus productif envers la question de la dette et d'encourager les investissements privés dans ces pays-là, et pas seulement dans les pays de l'Est.

M. Guilbault: Vous avez parlé de l'aide, mais vous n'avez pas parlé beaucoup de la dette. Je pense que c'est le problème principal. Vous avez parlé de structures tout à l'heure. . . Je sais que ces pays ont besoin d'aide pour s'administrer, et c'est peut-être ce qui a créé cette dette. Mais celle-ci va continuer d'augmenter si on ne fait pas quelque chose.

Je sais que le plan Brady semble fonctionner tant bien que mal, ou ne fonctionne pas dans le cas de certains pays; ça fonctionne un peu pour le Mexique, je crois. Je ne sais pas si vous voyez une façon quelconque de remettre la dette des pays du Tiers monde qui veulent recommencer à zéro. Ce serait peut-être la meilleure façon de les aider. Parce que sans cela, tant que cette dette existera, vous aurez beau augmenter leur productivité, leurs revenus vont toujours servir à rembourser l'ancienne dette et à générer une nouvelle.

Mme O'Neil: Si on ne règle pas ce problème-là, on n'aura pas les investissements qui sont essentiels pour le progrès des pays concernés.

Dans notre document qui s'appelle *Revue '89/Optique '90* on a présenté l'étude d'un exemple qu'on trouve très intéressant. Il s'agit d'un tout petit exemple, cependant. Il y a une banque anglaise, la Midland Bank, qui a vendu pour 1\$ la dette du Soudan à l'UNICEF, et ensuite le Soudan a payé sa dette en devises domestiques à l'UNICEF, et les investissements ont alors été faits dans le cadre de l'immunisation des enfants, etc., dans des programmes de l'UNICEF. Il a été possible pour le pays de repayer sa dette, non pas en dollars américains par exemple, mais dans sa propre devise et ce pour des programmes sociaux.

On ne sait pas si cela pourrait être élargi; mais ceci est un exemple très intéressant. Je crois que pour les banques canadiennes qui supportent les dettes du Tiers monde ça serait un très bon coup de publicité que de vendre une portion de leur dette de certains pays à l'UNICEF ou à d'autres agences bien connues, bien gérées, et ainsi d'avoir des investissements sociaux dans les pays concernés, plutôt que de trainer cet énorme fardeau qui pèse sur ces pays et qui ne les aide pas à remonter leur économie.

M. Guilbault: Je comprends votre point de vue et j'admire cette banque qui a fait cela. Par contre, lors de

[Translation]

Mrs. O'Neil: Well, I am somewhat pessimistic and I would have been very pessimistic even if the changes now occurring in Eastern Europe had not come about. And the reason for this is that we have not really dealt with the problems facing the Third World at the moment.

The problems have not gone away; we must keep our focus on the Third World, and not forget it but rather continue to increase not only our technical assistance or aid but also to take more productive actions regarding the debt and encourage private investments in the Third World, and not just in the East block countries.

Mr. Guilbault: You talked about aid, but you did not say much about the debt. I think that is the main problem. Earlier you talked about structures. . . I know that these countries need aid in order to run, and this may be because of their debt. However, the debt problem will only increase if we do not do something about it.

I know the Brady plan is producing mixed results; it is not working at all for some countries, but is working to some extent in the case of Mexico, I believe. I do not know if you see some way of forgiving the debt of Third World countries that want to start afresh. This would perhaps be the best way of helping them. Otherwise, as long as they have this huge debt problem, there is no point in increasing productivity, because revenues will always be used to pay off the existing debt and to create further debt.

Mrs. O'Neil: If we do not solve the debt problem, the countries involved will never get the investments they must have if they are going to advance.

In our document entitled *Review '89/Outlook '90*, we described a very interesting case, although of limited scope. Midland Bank of England sold Sudan's debt to UNICEF for \$1. Sudan then paid off its debt to UNICEF in domestic currency, and so the money went toward various UNICEF programs such as immunization of children, and so forth. Sudan was thus able to pay off its debt, not in American dollars, but in its own currency, and the contributions went towards social programs within the country.

We do not know whether this approach could be broadened, but we find it very interesting. I think it would be very good for Canadian Banks carrying Third World loans to sell part of their claims against certain countries to UNICEF or other well-known, well-managed agencies. In this way, the countries could use their money to finance social programs at home, rather than bearing this huge debt burden, which prevents Third World countries from renewing their economies.

Mr. Guilbault: I understand your point, and I admire what the Midland Bank did. However, during